FO
LA FORCE DE L'INDÉPENDANCE

Nanterre, le 26 janvier 2018

Monsieur le Président du Conseil départemental,

Le projet de réforme territoriale, en cours de finalisation, présente des incertitudes sur le maintien des départements de la petite couronne (92-93-94).

Vous intervenez, en tant que responsable de l'exécutif départemental afin de défendre les entités administratives dont le Conseil départemental fait partie.

A ce titre, vous utilisez la messagerie professionnelle afin d'inviter les agents à s'inscrire à une réunion publique et politique organisée à « **la Seine musicale** » à Boulogne-Billancourt le mercredi 31 janvier 2018.

Cette démarche va même plus loin puisque la hiérarchie départementale donne des instructions aux agents afin de les inciter à y participer.

L'affichage dans le hall d'entrée est également utilisé afin de servir cette orientation.

Dans la continuité, vous adressez une lettre à l'ensemble des agents leur demandant de se mobiliser le 7 février prochain dans le cadre d' « **une journée sans département** ».

Votre initiative procède à un mélange des genres en faisant abstraction du devoir de neutralité imposé à vos agents, par l'article 25 de la **Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.**

L'intérêt des élus serait-il maintenant le même que celui des fonctionnaires placés sous leur autorité ?

Considérant l'ensemble de ces éléments, je demande l'arrêt de cette propagande interne au sein des services du Département des Hauts-de-Seine.

Le Secrétaire général,

Alain GERVASONI.

Syndicat FORCE OUVRIERE des personnels des services du Département des Hauts-de-Seine
2/16 bd Soufflot 92 015 Nanterre Cedex, bureau 871, ☎ 01 47 29 37 33 SyndFO@cg92 , Fax : 01 47 29 36 74